



ETAT DES FONDS D'ARCHITECTE

CONSERVES AUX

*ARCHIVES DEPARTEMENTALES DE
L'HERAULT*

(octobre 2020)

Les Archives départementales conservent des archives d'origine privée, qu'elles ont acquises ou qui leur ont été confiées, pour compléter les sources publiques et refléter de façon plus complète l'histoire du département.

Les Archives départementales, outre leur mission de conservation des archives publiques, assurent aussi la conservation d'archives d'origine privée :

- *Archives professionnelles* : les documents ont été créés ou rassemblés par un individu tout au long de son existence, au cours de sa carrière professionnelle ou en raison d'une activité spécifique. Il peut s'agir d'archives d'érudits, de scientifiques, d'artistes, d'artisans, d'architectes...
- *Archives personnelles et familiales* : les documents intéressent une ou plusieurs familles au gré des alliances matrimoniales. Il peut s'agir d'archives seigneuriales ou domaniales, de gestion de biens immobiliers, de correspondance, de comptabilité, de pièces de procédure, mais aussi de documents personnels d'état civil, de livres de raison, de journaux intimes...
- *Archives d'associations, de syndicats, de partis politiques, de fondations* : les documents peuvent être conservés au siège de l'entité ou dans les mains de responsables. Il peut s'agir des statuts, de comptes-rendus d'assemblées générales, de budgets et comptes...
- *Archives du monde du travail* : on entend par archives du monde du travail les archives des entreprises, des établissements bancaires, industriels, commerciaux... Il peut s'agir de procès-verbaux de conseils d'administration, de bilans financiers, de documents sur les procédures de fabrication, sur la commercialisation...

Ces fonds, dès lors qu'ils contribuent à mieux connaître l'histoire du département, constituent un complément essentiel aux archives publiques pour le chercheur.

Confier ses documents d'archives privées à un service d'archives peut s'effectuer selon différentes modalités :

- *Le don* : il implique transfert de propriété aux Archives départementales de l'Hérault.
- *Le legs* : les dispositions successorales figurent obligatoirement dans un testament. Le legs doit être accepté par écrit par le légataire ; il implique transfert de propriété aux Archives départementales de l'Hérault.
- *La dation* : elle permet à un particulier d'acquitter en nature le paiement de certains impôts (droits de succession, impôt sur la fortune) suivant des conditions bien précises en cédant à l'Etat des biens de haute valeur historique ou artistique (Code général des impôts, article 1716 bis). Le Ministère des finances donne ou non son accord après estimation de la valeur des biens. La dation entraîne transfert de propriété aux Archives départementales de l'Hérault.
- *Le dépôt* : il exclut le transfert de propriété - le propriétaire reste propriétaire de ses documents - et il est révocable. C'est la seule modalité qui peut faire l'objet d'un acte sous seing privé fixant les droits et obligations des parties.
- *La vente* : les Archives départementales peuvent acheter un fonds d'archives ; ceci implique alors transfert de propriété. Du point de vue de l'intérêt historique et selon le principe du respect des fonds, l'idéal est de vendre le fonds dans son ensemble et non par morceaux. Les documents isolés (les autographes par exemple) perdent de leur intérêt si on ne peut les replacer dans leur contexte.

Les fonds d'archives d'architecte sont le plus couramment confiés par voie de don ou de dépôt. Pour tout projet de remise de document nous vous invitons à prendre contact avec le responsable des archives privées.

Les archives d'architecte sont généralement classées selon un plan-type :

- *papiers personnels* : documents biographiques et professionnels
- *travaux d'école*
- *archives de l'administration de l'agence* : location, salaires, comptabilité
- *dossiers d'expertise, d'entretien ou de gestion d'immeuble*
- *dossiers de clients*
- *dossiers de projets et réalisations* (essentiel du fonds)

I. Sous-série 1 J Petits fonds d'origine privée [*Fonds classés*]

- a. **1 J 1173-1175** Fonds Jean Pailhès, architecte à Milhau (1882-1893)
Présentation : le fonds concerne des constructions publiques et privées à Lamalou-les-Bains (dossiers d'exécution, plans).
Statut juridique : entrée par voie d'achat (2002).
Communicabilité : communication libre.
Métrage : 0,60 ml.
- b. **1 J 1283** Fonds Jules Etienne, architecte municipal de Bédarieux (1879-1914)
Présentation : le fonds ne comprend que de la correspondance générale.
Statut juridique : entrée par voie d'achat (2006).
Communicabilité : communication libre.
Métrage : 0,20 ml.
- c. **1 J 1413-1415** Fonds Henri Nodet père et fils, architectes des Monuments historiques à Montpellier (1899-1951)
Présentation : le fonds est constitué de plans et calques dressés pour la restauration de Monuments Historiques dans la Haute-Loire, l'Aude et le Vaucluse (notamment le Palais des Papes).
Statut juridique : entrée par voie de don (2009).
Communicabilité : communication libre.
Métrage : 0,50 ml.
- Voir aussi la sous-série 26 Fi ci-dessous.*
- d. **1 J 1512-1514** Fonds L. Bourrié, architecte à Saint-Pons-de-Thomières (1872-1925)
Présentation : le fonds est constitué de dossiers d'exécution, de plans et calques dressés pour des travaux effectués pour le compte des Chemins de fer du Midi (construction de gares et maisons de garde-barrière dans l'Hérault), de communes héraultaises et de particuliers.
Statut juridique : entrée par voie d'achat (2010).
Communicabilité : communication libre.
Métrage : 0,70 ml.
- e. **1 J 1623-1631, 1638** Fonds Philippe Lorimy, architecte à Saint-Guilhem-le-Désert (1976-2005)
Présentation : le fonds est constitué de dossiers d'exécution, de plans et calques dressés pour des travaux de reconversion ou de rénovation de bâtiments publics (chapelles et abbaye de Saint-Guilhem-le-Désert), de construction et aménagement de maisons particulières à Saint-Guilhem, Aniane, Saint-André-de-Sangonis...
Statut juridique : entrée par voie de don (2011-2012).
Communicabilité : communication libre.
Métrage : 1,00 ml.
- f. **1 J 1739** Fonds Benjamin Boardman, concernant le Collège des Ecossois à Montpellier de Patrick Geddes
Présentation : Trois plans sur calque représentant une restitution du Collège des Ecossois lors de son fonctionnement dans les années 1930 et un état du site dans les années 1980 constituent cet article.
Statut juridique : entrée par voie de don (2014)
Communicabilité : communication libre.
Métrage : 1,00 ml.

- g. **1 J 1770** Fonds A. Cateland, architecte-orfèvre et les Ateliers Cateland, de Lyon, concernant les travaux de décoration intérieure de l'église Sainte-Thérèse à Montpellier.

Présentation : Le fonds est constitué d'élévations et détails du chœur et des ferronneries datés de 1940-1941.

Statut juridique : entrée par voie d'achat (2015)

Communicabilité : communication libre.

Métrage : 1,00 ml.

II. **Sous-série 61 J** Fonds Jean de Richemond, architecte à Montpellier (1854-1981) [*Fonds classé*]

Présentation : le fonds est constitué des archives de l'agence d'architecture Jean de Richemond (1904-1983), qui exerce à Montpellier de 1934 aux années 1970, ayant pris la succession de l'agence d'Edmond Leenhardt, son oncle. L'agence Jean de Richemond travaille sur des chantiers majeurs de Montpellier, tant dans le domaine public (travaux de réhabilitation, de rénovation et de construction des facultés notamment ; chantier de conception et réalisation de la ZUP de la Paillade...), que dans le secteur privé (construction pour des entreprises ou des particuliers).

Le fonds est structuré en cinq ensembles : archives personnelles et de fonctions officielles ; archives administratives de l'agence ; dossiers d'expertise, dommages de guerre et gérance de biens ; projets et réalisations en France ; projets et réalisations à l'étranger.

Les archives personnelles et de fonctions officielles de Jean de Richemond réunissent des documents conservés par Jean de Richemond à titre personnel (agendas, photographies, discours, correspondance à caractère personnel, brochures...), ainsi que des archives produites dans le cadre des fonctions officielles de l'architecte : architecte des bâtiments civils, palais nationaux et monuments historiques, architecte des bâtiments de France, architecte départemental de l'Hérault, membre et trésorier du conseil régional de l'ordre des architectes.

Le second ensemble regroupe les archives administratives de l'agence, organisées en cinq parties : administration générale, finances et comptabilité, gestion du personnel, bâtiments de l'agence, et enfin, études et documentation générale.

Le troisième ensemble réunit trois types de dossiers : les dossiers d'expertise judiciaire instruits par l'agence d'architecture de Jean de Richemond, les dossiers de reconstruction au titre des dommages de guerre dont les chantiers dans le Gard et l'Hérault ont été suivis par l'agence, et enfin les dossiers de gérance de biens immobiliers gérés par l'agence.

La quatrième partie du fonds Jean de Richemond regroupe tous les dossiers de projets et réalisations architecturales réalisés en France. Le classement des réalisations et projets est effectué par ordre alphabétique des départements (25 départements sont couverts), puis, au sein de chaque département, par ordre alphabétique des communes. Une vingt-sixième sous-partie réunit les dossiers dont la localisation n'a pu être précisée exactement. Le département de l'Hérault rassemble le plus de dossiers, et la ville de Montpellier des réalisations particulièrement emblématiques, tant dans l'habitat collectif (vaste projet de ZUP de La Paillade, notamment), que dans l'architecture commandée par l'administration (Faculté des sciences, de médecine...), ou que dans l'architecture privée (villas individuelles, magasins montpelliréains). Jean de Richemond s'est également intéressé à la construction ou rénovation des temples protestants, comme l'atteste le grand nombre de dossiers sur ce sujet. Enfin, il est à noter que certains fonds de dossiers comprennent les dossiers de l'architecte Albert Leenhardt, oncle et prédécesseur de Jean de Richemond dans l'agence (mention est faite de cette information dans l'analyse des dossiers).

La cinquième et dernière partie rassemble des réalisations effectuées à l'étranger : Cameroun et Roumanie. Les dossiers de projets et réalisations sont particulièrement riches, puis qu'il est possible de retracer par ceux-ci tout l'historique d'une réalisation depuis les premières esquisses préparatoires, la pose de la première pierre, le suivi du chantier jusqu'à la livraison et parfois l'inauguration du bâtiment. Le fonds conserve également toutes les typologies de documents graphiques d'architecture, ainsi qu'un nombre conséquent de reportages photographiques témoignant de l'avancement régulier de chaque chantier.

Le fonds Jean de Richemond est ainsi l'un des fonds d'archives d'architecte les plus complets des Archives départementales, reflétant fidèlement le travail de la plus importante agence d'architecture montpelliéraine des années 1930 aux années 1970.

Statut juridique : entrées par voie de dépôt (1991, 1994).

Communicabilité : communication libre.

Métrage : 137,00 ml

III. **Sous-série 71 J** Fonds Jacques Bruguière, architecte au Crès (années 1970-1993) [*Fonds non classé*]

Présentation : Jacques Bruguière, architecte au Crès, dirige jusqu'en mai 1993 l'agence intitulée « Atelier d'architecture ». Le fonds d'archives est constitué des dossiers de projet de l'agence comprenant le dossier d'exécution du projet, les plans et calques.

Statut juridique : entrée par voie de dépôt (1993).

Communicabilité : communication sur autorisation du déposant.

Métrage : 24,30 ml

IV. **Sous-série 80 J** Fonds de la SCP Architectes Urbanistes Associés, à Montpellier (AUA) (1967-1999) [*Fonds classé*]

Présentation : la Société civile professionnelle Architectes urbanistes associés (SCP - AUA Montpellier) est fondée à Montpellier en 1971 par Pierre Tourre, architecte DPLG, Robert Crouzet, docteur en urbanisme, et Jean-Louis Michel, architecte DPLG. La SCP est dissoute en 1991 pour donner naissance à la SCP Michel-Tourre, puis à l'Eurl Jean-Louis Michel, à l'Agence d'architecture Pierre Tourre et à la Sélarl Crouzet-Jaumes. Pendant 20 ans, l'agence d'architecture, connue sous le nom d'AUA - Montpellier, s'est illustrée dans le domaine de l'architecture et de l'urbanisme en privilégiant dans ses réalisations et interventions une constante prise en compte de l'environnement bâti. Ce souci s'est manifesté dans tous les projets, quelle qu'en soit l'échelle (ZAC d'Alco à Montpellier, autour de l'Hôtel du Département ; opération Sainte-Odile à Montpellier ; ZAC Eurogare, proche de l'aéroport Montpellier Fréjorgues...).

Le fonds de la SCP Architectes urbanistes associés (AUA) est constitué de dossiers de projets et réalisations concernant 5 départements (Haute-Corse, Gard, Hérault, Haute-Garonne, Vaucluse), mais l'essentiel des archives porte sur l'Hérault. Parmi les projets et réalisations emblématiques de l'agence AUA, réalisés pour le compte de maîtres d'œuvre publics ou privés, il convient de signaler à Montpellier, le vaste ensemble immobilier "Le Triangle" (hôtel de 120 chambres, commerces, bureaux, logements et parking de 500 places) ou encore l'ensemble résidentiel Saint-Odile (résidences, parcs et jardins, écoles...) qui marquent encore aujourd'hui le paysage urbain de la métropole régionale. La surélévation de la gare ferroviaire de Montpellier et la construction d'une dalle de béton armée supportant le nouveau "Bâtiment voyageurs" sont aussi à placer au crédit de l'agence AUA. L'agence a par ailleurs assuré la construction de plusieurs immeubles collectifs résidentiels héraultais à Clermont-l'Hérault, Frontignan, La Grande-Motte, Lodève, Mauguio-Carnon, Montpellier et de pavillons individuels dans de nombreuses communes.

Les archives de la SCP AUA constituent donc un ensemble homogène et cohérent d'archives d'architectes, représentatives de l'activité croissante d'une agence

d'architectes dans les années 1970-1990, lors des prémices de l'essor démographique sans précédent que connaît alors le département de l'Hérault.

Statut juridique : entrées par voie de dépôt (1994, 2000).

Communicabilité : communication sur autorisation du déposant.

Métrage : 76,00 ml

V. Sous-série 82 J Fonds Gaston Vaissière, architecte à Saint-Pons-de-Thomières (1930-1970) [Fonds non classé]

Présentation : le fonds d'archives est constitué des dossiers de projet de l'agence comprenant le dossier d'exécution du projet, les plans et calques.

Statut juridique : entrée par voie de dépôt (1995).

Communicabilité : communication selon les lois et décrets en vigueur pour les archives publiques.

Métrage : 47,00 ml

VI. Sous-série 84 J Fonds Maurice Charrier, architecte du département de l'Hérault (1976-1981) [Fonds non classé]

Présentation : le fonds d'archives est constitué des dossiers de conception et d'exécution des constructions publiques réalisées par Maurice Charrier dans le département de l'Hérault. Les dossiers sont complétés par les plans et calques afférents.

Statut juridique : entrée par voie de dépôt (1996).

Communicabilité : communication selon les lois et décrets en vigueur pour les archives publiques.

Métrage : 39,80 ml

VII. Sous-série 85 J Fonds René Carlier, architecte à Montpellier (années 1950-années 1980) [Fonds non classé]

Présentation : le fonds d'archives est constitué des dossiers de conception et d'exécution des constructions réalisées par René Carlier. Les dossiers sont complétés par les plans et calques afférents.

Statut juridique : entrée par voie d'achat (1996).

Communicabilité : communication selon les lois et décrets en vigueur pour les archives publiques.

Métrage : 11,50 ml

VIII. Sous-série 86 J Fonds Daniel Richaudeau, architecte à Montpellier (1980-2004) [Fonds non classé]

Présentation : le fonds d'archives est constitué des dossiers de projet de l'agence comprenant le dossier d'exécution du projet, les plans et calques.

Statut juridique : entrées par voie de dépôt (1996, 2001, 2007).

Communicabilité : communication sur autorisation du déposant.

Métrage : 41,90 ml

IX. Sous-série 128 J Fonds Paul Brès, architecte à Montpellier (1919-1975)
[Fonds classé]

Présentation : le fonds d'archives de l'architecte Paul Brès (1901-1995) est essentiellement composé de dossiers de travaux.

Quelques articles préliminaires, classés en tête de fonds, relèvent toutefois d'archives personnelles. Ils sont constitués d'un cahier manuscrit de stéréotomie (cours de coupe de pierres à l'Ecole centrale de Lyon), comprenant de nombreux dessins d'architecture et coupes à la plume, appartenant à Paul Brès (128 J 342) et de 3 brevets d'invention déposés par l'architecte. Ces derniers concernent des procédés architecturaux de construction liés aux caves coopératives : systèmes de "Cuves cylindriques concentriques superposées pour le logement des vins" (1954), de "Cuves-tunnels pour le logement des vins" (1957) et de "Cuverie constituée de cuves cylindriques superposées à colonne centrale" (1960) [128 J 1-3].

Mais la majeure partie du fonds concerne la construction et l'aménagement de coopératives agricoles sous la surveillance du service du Génie rural, maître d'ouvrage des différentes opérations.

Pour ces différents projets, les dossiers de travaux se composent en général de deux parties distinctes :

- un "dossier Génie Rural", normé, qui correspond à l'expédition transmise par l'architecte au service du Génie rural et qui se compose lui-même de deux parties. Un dossier de marché (plans et coupes, pièces financières) réalisé avant le début de l'opération et un dossier de décompte définitif (procès-verbaux de réception, pièces financières) dressé à la fin des travaux.

- un "dossier architecte" qui correspond au dossier personnel de l'architecte. Ce dossier est essentiellement composé de correspondance avec les entrepreneurs, de plans, de documentation et de pièces financières diverses. Beaucoup moins normé et organisé que le "dossier Génie Rural", ce dossier apporte de nombreux renseignements complémentaires sur les étapes et le suivi du chantier.

Le fonds de l'architecte Paul Brès est particulièrement intéressant pour l'histoire du département de l'Hérault aussi bien par le volume occupé par les dossiers de travaux sur les coopératives agricoles que par la diversité des coopératives concernées. Ainsi, le fonds Brès apporte un nouvel éclairage sur les caves coopératives particulièrement présentes dans les différentes communes du département et représentatives de l'activité viticole dans l'Hérault. Il témoigne de l'activité d'un architecte emblématique des années 1930 aux années 1970 et permet d'illustrer les logiques et traditions architecturales dont il s'inspire, tout en reflétant l'évolution d'une pratique architecturale qui évolue au fil des ans.

Statut juridique : entrées par voie de dépôt (2003) et de don (2006, 2010) .

Communicabilité : communication selon les lois et décrets en vigueur pour les archives publiques.

Métrage : 32,50 ml

X. Sous-série 133 J Fonds Louis Olivier, entrepreneur de travaux publics à Montpellier (1932-1972) [Fonds classé]

Présentation : "Louis Olivier et compagnie" (27 rue Paul Brousse à Montpellier) est une entreprise de travaux publics qui s'est notamment chargée de la construction et de l'aménagement de caves coopératives dans l'Hérault, la Drôme, la Haute-Garonne et le Vaucluse. Elle a travaillé sous la direction des architectes Paul Brès, Jean Villeneuve, Jean Rodier, Boudes...

La première partie du fonds de l'entreprise Louis Olivier et compagnie est constituée de dossiers de travaux d'aménagement et d'agrandissement réalisés dans des caves coopératives de l'Hérault, de la Drôme, de la Haute-Garonne et du Vaucluse (133 J 1-25).

Les photographies (133 J 26) concernent pour leur part non seulement des chantiers de construction de caves coopératives mais aussi de châteaux d'eau et réservoirs, de tour de télévision, de silos à blé et de zones pavillonnaires.

Les documents graphiques (principalement des plans, coupes et élévations de grand format) représentent des caves coopératives (133 J 27) mais aussi et surtout de nombreux plans de réservoirs ou châteaux d'eau héraultais (133 J 28-34).

Le fonds est à ces titres extrêmement lacunaire puisqu'il ne reflète qu'un domaine d'activité de l'entreprise (les caves coopératives) dans les pièces écrites, et que les projets de réservoirs documentés dans les documents graphiques ne sont accompagnés d'aucun dossier.

Statut juridique : entrée par voie de don (2005).

Communicabilité : communication libre.

Métrage : 2,00 ml

XI. Sous-série 134 J Fonds Jean Villeneuve, architecte à Montpellier (1962-1993) [*Fonds classé*]

Présentation : Jean Villeneuve est architecte à Montpellier. Il a participé à la réalisation de nombreux travaux dans des caves coopératives héraultaises. Le fonds d'archives de Jean Villeneuve est entièrement constitué de dossiers de travaux d'aménagement et d'agrandissement réalisés dans des caves coopératives héraultaises. Le fonds est très partiel dans la mesure où il ne reflète que l'activité de Jean Villeneuve dans l'aménagement et l'agrandissement de caves coopératives.

Les dossiers-types sont constitués de mémoires, plans et dossiers de suivi des travaux.

Les caves coopératives concernées sont situées dans tout le département de l'Hérault : Aigues-Vives (1983-1988), Azillanet (1983-1990), Boisseron (1987-1993), Buzignargues - Galargues (1983-1992), Canet (1986-1989), Cazouls-lès-Béziers (1987-1990), Gabian (1981-1990), Laroque - Ganges (1986-1989), Laurens (1986-1989), Lézignan-la-Cèbe (1981), Montagnac (1963-1984), Montagnac (1982-1985), Montpellier (1962-1993), Olonzac (1981-1988), Usclas-d'Hérault (1981).

Statut juridique : entrée par voie de don (2005).

Communicabilité : communication selon les lois et décrets en vigueur pour les archives publiques.

Métrage : 0,70 ml

XII. Sous-série 136 J Fonds Jean et Etienne Rodier frères, architectes à Montpellier (1926-1951) [*Fonds classé*]

Présentation : Jean et Etienne Rodier, frères, sont architectes à Montpellier (8, rue Fabre) et réalisent plusieurs caves coopératives héraultaises. Le fonds des architectes Jean et Etienne Rodier frères - très partiel - n'est composé que de deux dossiers de réalisation et de suivi de construction de caves coopératives : cave coopérative de vinification d'Aniane (1926-1937), cave coopérative de vinification et confiserie d'olives de Saint-Jean-de-la-Blaquière (1946-1951).

Les dossiers-types sont constitués du dossier de marché, de mémoires, plans et dossiers de suivi des travaux.

Statut juridique : entrée par voie de don (2005).

Communicabilité : communication libre.

Métrage : 0,30 ml

XIII. Sous-série 165 J Fonds André Boucourt, architecte à Montpellier (années 1970 - années 1990) [*Fonds non classé*]

Présentation : André Boucourt est architecte à Montpellier. Le fonds d'archives est constitué des dossiers de projet comprenant le dossier d'exécution du projet, les

plans et calques. André Boucourt a notamment conçu des villages de vacances sur la côte méditerranéenne et la côte atlantique utilisant les techniques de construction à ossature bois.

Statut juridique : entrée par voie de dépôt (2008).

Communicabilité : communication selon les lois et décrets en vigueur pour les archives publiques.

Métrage : 4,60 ml

XIV. Sous-série 200 J Fonds Philippe Jaulmes, architecte à Montpellier (1955-1992) [*Fonds en cours de classement*]

Présentation : l'architecte Philippe Jaulmes (né en 1927) a exercé à Montpellier de 1955 à 1992. Il a d'abord travaillé dans les années 1950-1960 avec Jean de Richemond sur des projets communs (facultés, restaurant universitaire), puis il s'est ensuite associé avec Claude Deshons. L'agence Jaulmes-Deshons a marqué le paysage architectural montpelliérain, signant notamment la réalisation de la Faculté de Lettres ou de l'ancien hôtel de ville de Montpellier. Le fonds est constitué de dossiers de pièces écrites et de plan pliés, ainsi que de nombreuses photographies et plans roulés sur calque et contre-calque.

Philippe Jaulmes, président-fondateur de la société « Les ateliers du cinéma total » (ACT) en 1963, est aussi l'inventeur d'un procédé de projection cinématographique hémisphérique, dit « Panrama », dont il réalise un prototype à Clapiers. Le fonds d'archives contient à ce titre des dossiers de projets d'équipement de salles de projection, des photographies, plans et calques. Le fonds aborde aussi les recherches de Philippe Jaulmes dans le domaine du cinéma hémisphérique.

Statut juridique : entrée par voie de don (2011).

Communicabilité : communication selon les lois et décrets en vigueur pour les archives publiques.

Métrage : 70 ml

XV. Sous-série 205 J Fonds Luc Doumenc, architecte à Montpellier (1969-2006) [*Fonds classé*]

Présentation : Le fonds Luc Doumenc est structuré en trois parties : "pièces personnelles", "archives administratives" et enfin "projets et réalisations". La première partie n'est composée que de deux articles : le projet de diplôme de fin d'études de l'architecte, ainsi qu'un dossier comprenant des curriculum vitae réactualisés en 2012. La seconde partie comprend quatre articles concernant l'agence de l'architecte. Il s'agit de dossiers chronologiques de correspondance active entre 1991 et 1997.

La troisième partie, qui constitue l'essentiel du fonds, est formée par l'ensemble des plans et dossiers de projets et réalisations. Il n'est pas effectué de distinction entre ces derniers, lesquels sont classés dans un ordre géographico-chronologique : le premier niveau est une répartition entre les projets français et ceux conçus pour l'étranger, le second niveau par département, et enfin par commune dans le troisième niveau. Lorsque plusieurs projets concernent la même localité, ils sont classés chronologiquement.

La production architecturale de Luc Doumenc est marquée, depuis le début de sa carrière (années 1970-1980) par de nombreux projets de villas et de maisons d'habitation (Rueff à Joyeuse et Midenet à Salavas [07], Pascal à Montelieu [26], Mick à Aymargues [30], Carbonnet et Raynal à Nîmes [30], Plantier à Saint-Jean-du-Pin [30], Ramuz à Assas, Marres à Clapiers, Alart à Lodève, Lerouge à Montferrier-sur-Lez, Léandri, Salvador, Alart et Guerre à Montpellier, Goustiaux à Saint-Gely-du-Fesc, Ziegel à Saint Georges d'Orques, Marion à Sète).

Comme la plupart des architectes de l'époque, il participe à de nombreux concours pour des établissements publics. On distingue dans ce fonds deux programmes dominants :

- les constructions scolaires (Collège à Cruas [07], groupe scolaire à Clapiers, école primaire à Fabrègues, groupe scolaire à Montferrier-sur-Lez, restaurant scolaire,

groupe scolaires et collège Joffre à Montpellier, restaurant scolaire à Saint-Génies-des-Mourgues, école maternelle à Villeneuve-lès-Maguelone, école à Orange et crèche municipale à La Réunion) ;

- les programmes de prestige et concours internationaux (Hôtel de ville à Nîmes, Maison des syndicats à Antigone et Maison des Congrès à Montpellier, Centre culturel Georges-Pompidou et Maison de la culture du Japon à Paris, reconstruction du Reichstag à Berlin et concours d'urbanisme à Bucarest).

Le fonds contient également des études d'urbanisme pour différentes villes héraultaises et gardoises, de l'échelle du quartier à celle, plus globale, de l'agglomération (plan de référence pour Sète et Béziers, étude d'impact à Aigues-Mortes [30], études d'urbanisme à Saint-Christol-lès-Alès [30], Balaruc-les-Bains, Montpellier, Murviel-lès-Montpellier et Saint-André-de-Sangonis, études sur la 2e ligne de tramway à Montpellier, restructuration de la station touristique de Sidi Fredj en Algérie).

Enfin, les années 1990-2000 sont marquées par des projets de résidences d'habitation (Résidence pour personnes âgées à Château-Arnoux [04], logements collectifs à Nîmes, immeubles de logement et hôtels à Balaruc-les-Bains, Lattes, Montpellier, Sète, Grigny et Lyon [69]).

Le fonds est représentatif du parcours d'un architecte de la génération 1970-2000 : l'architecte travaille déjà pendant la fin de ses études, puis s'associe régulièrement à d'autres architectes pour enfin fonder une agence. Le travail de dessin, initialement réalisé à la main sur les supports papier et calque, évolue avec l'importance et l'échelle des projets : les copies deviennent plus nombreuses, y compris sur du contre-calque. Enfin, l'utilisation de l'informatique bouleverse les usages et les représentations. Les projets, eux, correspondent à l'essentiel de la programmation privée et publique d'une petite agence d'architecture.

Statut juridique : entrée par voie de don (2012).

Communicabilité : communication selon les lois et décrets en vigueur pour les archives publiques.

Métrage : 20 ml

XVI. Sous-série 234 J Fonds Charles Delfante : usine d'incinération de Lunel-Viel (1994-2000) [*Fonds classé*]

Présentation : Le fonds est constitué des documents graphiques de conception et réalisation de l'usine d'incinération de Lunel-Viel, bâtiment public géré par la société OCREA ELYO. Il s'agit principalement de plans, coupes, élévation, détails et perspectives, manuscrits ou réalisés grâce à l'outil informatique. Classés chronologiquement, ces documents intègrent les plans de base du site (topographiques, etc.), la préparation du concours, l'élaboration du permis de construire (PC), le développement du projet puis l'étape du marché public jusqu'au chantier.

Statut juridique : entrée par voie de don (2015).

Communicabilité : communication selon les lois et décrets en vigueur pour les archives publiques.

Métrage : 1 ml

XVII. Sous-série 21 Fi Fonds Jules Soubeyre, architecte à Montpellier (1845-1911) [*Fonds classé*]

Présentation : le fonds rassemble un ensemble de 239 plans et dessins ainsi qu'un lot de 29 collages de géométrie descriptive réalisés par l'architecte montpelliérain Jules Soubeyre dans la deuxième moitié du XIXe siècle. Ces documents étaient destinés à des cours d'architecture.

Statut juridique : entrée par voie d'achat (2003).

Communicabilité : communication libre.

Métrage : 1 ml

XVIII. Sous-série 26 Fi Fonds Henri Nodet, architecte des Monuments Historiques à Montpellier (1926) [*Fonds classé*]

Présentation : Ce fonds est constitué de 17 plans dressés par Henri Nodet, architecte des Monuments Historiques, pour la restauration en 1926 de la chapelle des évêques dans la cathédrale Saint-Pierre à Montpellier.

Statut juridique : entrée par voie d'achat (2002).

Communicabilité : communication libre.

Métrage : 0,50 ml.